

**Il n'y a plus de politique pour tous à attendre de l'Etat,
c'est à présent une évidence.**

**Il s'agit maintenant d'être capables de faire vivre des principes
qui parlent pour tous !**

Avec le gouvernement Sarkozy, on avait la haine des pauvres et la guerre contre les plus faibles comme politique affichée.

Avec le gouvernement Hollande, on a le mensonge généralisé, le mépris et la violence comme ligne politique, mais tout cela avec un discours soit disant "*raisonnable mais respectueux de l'humain*".

On voit bien qu'au-delà du personnel politique à sa tête, la logique et la pensée profonde de l'Etat restent les mêmes : Que ce soit sous Hollande ou sous Sarkozy, **le gouvernement n'affiche aucun principe sur la vie des gens, sur la prise en compte de tous dans le pays**. Au contraire il marque dans les faits que la vie de certains habitants et ce qui leur arrive comptent pour rien à leurs yeux.

***L'Etat est devenu un Etat sans peuple, séparé des gens,
qui ne travaille plus pour tous, et qui s'en justifie !***

Pour l'Etat, la seule façon de traiter et de résoudre les difficultés et les problèmes auxquels se heurtent les gens, c'est la mise en tensions, souvent extrême, de l'Etat contre les gens, et des gens entre eux.

Cela se concrétise **par des lois et des mesures d'exception** (lois spéciales envers les non français, envers les jeunes, polices spéciales quartiers et jeunes ou spéciales "basanés", ce qui amène la fin de l'Etat de droit et de l'égalité de traitement entre les gens).

Cela se donne aussi **par les guerres à l'extérieur**, toujours sous couvert de "démocratie" et de "droits de l'homme", et qui n'apportent que destructions et misère encore plus grandes qu'avant (Afghanistan, Libye...et maintenant le Mali.).

Dans la dernière période, les exemples sont multiples :

- Il y a tous les discours sur le chômage, les usines qui ferment, le "made in France", et en même temps pas un mot sur ce que deviennent les gens, aucune mesure pour prendre en compte la vie des gens qui se précarisent. Au contraire, les derniers accords sont faits pour pouvoir baisser les salaires et les heures de travail "si l'entreprise va mal", et pour rendre les licenciements plus faciles !
- Sur les problèmes de logement, le gouvernement parle de "réquisitionner des logements vides", chose quasiment infaisable, au lieu de mettre en place un plan d'ensemble pour permettre aux gens de se loger à des conditions de loyer et de charges acceptables, et pour cela, commencer par stopper les destructions de logements prévues dans les GPV ;
- Il y a aussi la circulaire dite de "régularisation" de Valls et de la CGT, qui ne règle rien, ni le sort des familles, ni celui des ouvriers sans-papiers, soumis à des conditions irréalistes (présenter un contrat de travail ou des fiches de paie sur plusieurs mois...) et qui continuent, en dernier ressort de dépendre de l'arbitraire du préfet et du service des étrangers. Seule certitude : pour déposer un dossier, il faut désormais avancer 110 euros, non remboursables en cas de refus !

- On peut aussi citer l'invention de la "retenue d'un étranger", mesure discriminatoire, appliquée seulement pour les étrangers non communautaires, qui permet de garder les gens 16 heures en retenue policière, en remplacement de la garde à vue pour défaut de papiers, interdite par la cour de justice européenne qui l'a jugée discriminatoire.

"Président normal", ça veut réellement dire "on n'y peut rien, la vie des gens ne nous intéresse pas, faites avec ce que vous avez, subissez nos lois et celles de Sarkozy."

Est-ce que pour autant rien n'est possible ? Est-ce qu'on doit se soumettre à cette situation ? Absolument pas. Au contraire, **il est tout a fait possible de tracer un autre chemin, de mettre en avant les principes pour tous, de prendre en compte la vie de chacun, le droit de chacun, dans le pays, et d'intervenir à partir de là pour transformer la réalité imposée par l'état.**

Chacun doit se poser la question de sa responsabilité dans ce qui se passe. Et oser y répondre. S'il n'y a rien à attendre de l'état, alors il faut en prendre acte, et partir de soi-même, de ce qu'on pense, de ce qu'on veut, et décider de ce qu'on est prêt à faire. Autrement dit, c'est à nous, à chacun de nous de se présenter, à changer les choses **entre nous**, et alors l'état sera face à cette nouvelle situation et à cette nouvelle capacité. Il n'y a pas d'autre façon, nous l'avons expérimenté. Mais cela nécessite des principes et de la décision.

Des principes pour tous, c'est à dire applicables à tous ceux qui vivent dans le pays, quels que soient leur nationalité, leur statut, leur religion, etc. **des principes pour dire le droit**, contre la politique de privilèges actuelle.

A partir de là nous faisons des propositions sur lesquelles mener bataille, dans les situations concrètes. Pour ne citer que deux exemples d'actualité :

- l'abrogation des lois d'exception comme la loi CESEDA, ou les lois PERBEN, et des mesures et pratiques discriminatoires (rétention des étrangers, contrôles au faciès, etc...) **Le pays pour tous, ça veut dire reconnaître que tous ceux qui sont dans le pays**, qui y vivent, qui essaient tant bien que mal de mener leur vie, font partie du pays et doivent sortir du traitement administratif et policier, pour rentrer dans le droit général.
- Ou encore **le droit de chacun à se loger décemment à un prix raisonnable**, et dès à présent, arrêt des destructions d'immeubles, mise en place d'un plan de logement d'urgence, y compris pour les familles rom, etc...

Pour avancer sur tout cela, il faut se mettre d'accord sur des principes clairs, qui parlent pour tous, à élaborer et mettre en oeuvre ensemble.

Rencontrons-nous, réunissons nous pour cela. Discutons ensemble de ce qu'il est possible de faire et comment, pour transformer des situations précises dans le sens du "pour tous" .

CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS